

18 août 2025 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration du Président de la République depuis Washington.

Journaliste

Bonsoir monsieur le Président. On attendait beaucoup de cette journée. Est-ce qu'elle a produit les résultats que vous espériez ?

Emmanuel MACRON

Je pense en tout cas que cette journée est importante et elle marquera de manière certaine le cours de l'évolution de ce conflit, d'abord par sa configuration inédite, parce que nous nous sommes retrouvés donc avec le président Trump et le président Zelensky et plusieurs dirigeants européens avec la présidente de la Commission et le Secrétaire général de l'OTAN à la Maison Blanche pour parler de la suite. Tous, nous avons un accord, nous voulons la paix. C'est ce qui nous unit. Nous avons agréé plusieurs lignes qui sont importantes et qui n'étaient pas aussi claires, je dois le dire, il y a quelques jours ou quelques semaines.

La première, pour moi, la plus importante, c'est l'engagement américain de travailler avec nous sur les garanties de sécurité. En février, lorsque j'ai réuni plusieurs leaders européens autour du président Zelensky, au moment où un doute naissait, on avait l'impression que la paix pourrait être bradée afin de construire justement ces garanties de sécurité. Le chemin était long. On a bâti cette coalition des volontaires depuis février. Elle réunit maintenant 30 pays. Et il a été acté aujourd'hui que nous allons travailler avec les États-Unis d'Amérique sur le contenu de ces garanties de sécurité et les coopérations que les uns et les autres sont prêts à apporter. J'ai pu d'ailleurs revenir cet après-midi sur le contenu de ces garanties de sécurité qui sont une armée Ukrainienne robuste, qui puisse résister à toute tentative d'attaque et qui la dissuade, et donc pas de limitation en nombre, en capacité, en armement, etc. Et puis ce sont aussi des forces de réassurance en mer, dans les airs et sur terre que les Alliés sont prêts à apporter à l'Ukraine et donc ce sont des choses concrètes, robustes et solides. Ça c'est le premier point qui a été acté aujourd'hui, et un processus qui est lancé et qui va dès demain commencer et qui sera conduit par nos conseillers diplomatiques, conseillers de la sécurité, et par nos chefs d'état-major, les chefs d'état-major de nos armées. Tout ce travail a déjà été préparé, vous le savez, sous la coordination des chefs d'état-major britanniques et français et nous l'avions présenté en juillet entre nous.

Le deuxième élément, c'est le principe d'une série de rencontres et la nécessité que les tueries cessent pour ces rencontres. Appelons-le « trêve » ou « cessez-le-feu », mais on ne peut pas discuter sous les bombes. Ça a été confirmé par tous. Et à l'issue de notre première réunion, un appel s'est tenu entre le président Poutine et le président Trump, et il a été acté qu'il y aurait d'abord la volonté de bâtir une séquence bilatérale entre le président Zelensky et le président Poutine dans un endroit qui va être déterminé dans les prochaines heures et qui sera suivi d'une réunion pardon trilatérale avec le président Poutine, le président Trump, le président Zelensky.

Je souhaitais que d'ailleurs tout ça soit suivi dans le processus d'une réunion qui inclura les Européens et d'ailleurs aussi les Turcs, c'est-à-dire tous ceux dont la sécurité est directement concernée par les suites de ce conflit. Et c'est je crois là une série de rendez-vous qui vont pouvoir scander la suite des opérations.

Enfin, le président Trump croit dans sa capacité à obtenir un accord, croit aussi que le président Poutine souhaite un tel accord de paix et moi, je m'en félicite et je veux le croire après les réunions qu'ils ont eues. Mais enfin, si ce processus était refusé, nous sommes aussi tous d'accord pour dire qu'il faudra augmenter les sanctions et en tout cas avoir une posture qui mette plus de pression sur la partie russe pour revenir sur le terrain des négociations. Voilà en substance ce qui a été acté aujourd'hui. Et donc c'est une étape, vous savez, on est très loin de crier victoire. Mais quand je regarde où on était il y a quelques mois, quand je regarde aussi où on était il y a quelques jours, je considère d'abord qu'on a bâti une véritable unité ukraïno-européenne et qu'on a maintenant bâti une vraie convergence entre les Européens, l'Ukraine et les États-Unis d'Amérique avec sur les garanties de sécurité, sur la suite des opérations, une vraie volonté de travailler ensemble.

Journaliste

À quel horizon de temps pourront se tenir ces rendez-vous bilatéraux, trilatéraux et quadrilatéraux que vous appelez de vos vœux ?

Emmanuel MACRON

Le plus vite possible, la volonté, c'est que ça soit dans les prochains jours sur le rendez-vous bilatéral. On a dit que dans les 2 à 3 semaines, on devrait pouvoir tenir la trilatérale et que les choses s'enclenchent. De toute façon, notre volonté, c'est que le plus vite possible, on arrête ce conflit.

Journaliste

Sur les formats des réunions à tenir, d'abord la bilatérale entre le président Zelensky et le président Poutine, est-ce qu'elle n'est pas risquée cette réunion ? Vous redisiez à Brégançon hier que vous considériez que le président Poutine veut la guerre. Qu'est-ce qui fait que cette réunion, elle, peut déboucher de manière positive aujourd'hui ? Et lorsque vous nous dites « une réunion à deux puis une réunion à trois », où sont les Européens dans ces formats-là ?

Emmanuel MACRON

Oui. Mais on le fait en séquence et c'est tout à fait logique. On part d'une situation où ni l'Ukraine ni l'Europe ne sont autour de la table. Le rendez-vous, le sommet d'Anchorage en Alaska. Là, maintenant, on dit : il y a une volonté de en tout cas parler des problèmes de fond. Réunion russo-ukrainienne, il n'y en a pas eu véritablement depuis les séries de réunions qui s'étaient tenues au printemps 2022 à Istanbul. Donc c'est une avancée. Et je ne peux pas préempter ces résultats. Est-ce que je pense qu'ils pourront être conclusifs ? Je reste très prudent.

Ensuite, que ce soit suivi par une réunion avec les Américains, c'est ce principe-là que nous avons acté avant l'Alaska, c'est une bonne chose. Et j'ai dit, et ça a été acté par tous, qu'on puisse élargir. Pourquoi ? Parce que nous Européens, nous avons besoin d'abord d'être autour de la table parce que nous sommes des fournisseurs de garanties de sécurité pour l'Ukraine demain et c'est comme ça qu'on l'a conçu. C'est d'ailleurs deux pays européens qui ont porté cette initiative, le Royaume-Uni et la France, depuis février. Et deuxièmement, c'est la sécurité des Européens qui est en jeu. Parce que si nous ne savons pas bien contenir l'armée russe, la puissance russe, sa capacité balistique, nucléaire, mais la masse de son armée aujourd'hui qui je le rappelle est une armée de 1 300 000 hommes, c'est notre sécurité directement qui sera concernée. Et ce que je veux faire depuis maintenant plusieurs années, c'est remettre l'Europe autour de la table. L'Europe qui pendant toute la guerre froide était un sujet de discussion, mais n'a jamais construit sa propre architecture de sécurité. Cette architecture de sécurité a volé en éclat ces dernières années, pas simplement avec la guerre en Ukraine et la guerre d'agression russe. Elle a volé en éclat parce que aussi les différents traités qui structuraient notre sécurité, qui contenaient l'escalade des armements, eh bien ou n'ont pas été respectés par les uns ou ont été déchirés par les autres. Donc il faut rebâtir tout cela. Ce sera tout le travail au-delà du conflit ukrainien. C'est pourquoi les Européens doivent être autour de la table.

Journaliste

Après la rencontre en Alaska, Donald Trump a semblé cesser de faire du cessez-le-feu un préalable à un accord de paix, a insisté dorénavant sur un accord de paix. Avez-vous le sentiment au terme de vos échanges aujourd'hui de l'avoir ramené vers votre lecture sur ce sujet ?

Emmanuel MACRON

Non, enfin, nous, on ne va pas inverser les rôles. Nous Européens, on a toujours dit : on veut un accord de paix robuste et durable. Ce sont les États-Unis d'Amérique qui ont demandé en février un cessez-le-feu. Notre crainte était qu'il ne soit pas suivi d'une paix durable et donc c'est pour ça qu'on a dit « garantie de sécurité ». L'Ukraine a accepté le principe d'un cessez-le-feu. Depuis le mois de mars, c'est la Russie qui le refuse. Qu'est-ce qui s'est passé à Anchorage ? La Russie a à nouveau dit : on refuse un cessez-le-feu. Mais le président Trump a eu la conviction qu'il pouvait rapidement conclure un traité de paix avec le président Poutine. Les événements vont nous le montrer. Simplement, je crois qu'il est convaincu maintenant et le président Poutine le lui a redit, nous lui avons tous redit qu'on ne peut pas discuter un traité de paix qui prend quand même plusieurs jours, voire plusieurs semaines sous les bombes.

Et qu'il a plusieurs fois lui-même exprimé une volonté aussi humanitaire d'arrêter les tueries et d'arrêter ce qui se passe contre les civils et donc à cet égard qu'il y avait besoin d'avoir justement aussi une trêve.

Journaliste

Le journal Financial Times cet après-midi a publié un article selon lequel les Ukrainiens proposaient d'acheter pour 100 milliards de dollars d'équipements militaires américains comme condition en quelque sorte aux garanties de sécurité américaine. Est-ce que c'est quelque chose qui a été évoqué aujourd'hui, ces achats massifs ?

Emmanuel MACRON

Non. Ça n'a pas du tout été évoqué, on est très loin de ça. De toute façon, les choses sont simples, le jour où il y a des garanties de sécurité à bâtir, il faudra des gens pour les assurer d'abord, des armées, des capacités de formation, et puis sur les équipements, tout le monde aura une contribution à avoir. Il y aura aussi la contribution, ça fait partie d'un traité de paix, de la Russie à la reconstruction de l'Ukraine et de son armée. Donc tout ça sont des paramètres qui ne sont pas encore discutés, on en est très loin.

Journaliste

Vous parlez des sanctions, monsieur le Président, est-ce que Donald Trump vous a confirmé qu'il y était favorable si toutefois Vladimir Poutine refusait de s'engager dans un processus de paix ?

Emmanuel MACRON

Sa volonté, vous l'avez compris, c'est de ne pas forcément le faire, même s'il a mis ce qu'on appelle des sanctions secondaires sur l'Inde et ce qui est en particulier pratiqué par l'Inde sur le rachat et le raffinement du pétrole russe et on considère que ça a eu beaucoup d'effet. Donc, je crois que là sa volonté, c'est d'engager, il pense très sincèrement qu'on peut y avoir un résultat, mais la discussion justement a abordé l'hypothèse où un résultat ne serait pas obtenu, l'hypothèse où la Russie ne voudrait pas sincèrement s'engager dans un tel processus et il a à ce moment-là marqué sa volonté et sa disponibilité à mettre ce qu'il appelle lui des tarifs primaires et secondaires, mais ce qui sont en effet ce que nous appelons nous des sanctions, ce que nous avons fait.

Journaliste

Si la réponse à ce qui s'est passé aujourd'hui de Vladimir Poutine, c'est une nouvelle pluie de drones et de missiles sur l'Ukraine, qu'est-ce qu'il faut lui répondre ?

Emmanuel MACRON

Mais je l'ai dit tout à l'heure dans le bureau ovale au président Trump quand on s'est reparlé après. Nous sommes plusieurs à le lui avoir dit : « Vous parliez au président Poutine. Il était en train de bombarder l'Ukraine ». Donc ça montre d'abord la nécessité d'arrêter les massacres, la nécessité d'une trêve. Et ça montre aussi, à un moment donné, les faits disent les intentions.

C'est tout. Aujourd'hui, la Russie, dans les faits, elle continue la guerre, elle l'intensifie. Elle mène une guerre contre les civils ukrainiens aussi et elle ne donne aucun signal de vouloir sincèrement la paix. Et l'expérience que nous avons sur les 15 dernières années de Monsieur Poutine, le président Poutine dans son approche, c'est qu'à chaque fois qu'il peut gagner par la guerre, qu'il pense qu'il peut gagner par la guerre, il ne négocie pas la paix. C'est ça la réalité. C'est pour ça que je le dis et je l'ai dit hier : vous avez un président américain, des présidents européens, un président ukrainien qui veulent la paix. J'ai pour ma part les plus grands doutes quant à la réalité d'une volonté de paix de la part du président russe parce qu'aussi longtemps qu'il pense qu'il peut gagner par la guerre, il le fera et que son objectif final, c'est de prendre le maximum de territoire, c'est d'affaiblir l'Ukraine et d'avoir une Ukraine qui n'est ou pas viable seul ou dans le giron russe. C'est à peu près évident pour tout le monde. Et donc nous, notre objectif, c'est simple : d'avoir la paix le plus vite possible, de faire respecter le droit international et la souveraineté ukrainienne, d'avoir le moins de perte territoriale pour l'Ukraine possible, et surtout d'aider l'Ukraine à résister à toute nouvelle agression, d'avoir une Ukraine qui a choisi l'Europe, de pouvoir continuer à choisir l'Europe librement, et de garantir la sécurité des Européens. Et ce sont ça, ces fameuses garanties de sécurité dont nous avons besoin pour l'Ukraine aujourd'hui et demain et pour nous Européens parce que c'est notre sécurité qui se joue là-bas.

Journaliste

Vous aviez fait des garanties de sécurité une priorité avant de venir. Le président Trump a dit qu'il était prêt à s'y engager et ce soir il dit même qu'il est prêt à les coordonner. Très concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'est-ce que vous attendez comme engagement concret de la part des États-Unis pour ces garanties de sécurité ?

Emmanuel MACRON

D'abord, je le dis, on a progressé, mais je serai encore très prudent parce que tout ça est éminemment complexe, plein de détails et il faut travailler sur la matérialité des choses. Je vous le dis, les garanties de sécurité, je le disais tout à l'heure, nous les avons travaillées, il y a eu un travail depuis le mois de février coordonné par les chefs d'état-major britannique et français. C'est le format d'une armée ukrainienne qui puisse résister et même dissuader toute agression russe, c'est-à-dire une armée de plusieurs centaines de milliers d'hommes que nous allons devoir équiper, former, maintenir dans la durée. C'est ensuite des forces de réassurance que des alliés sont prêts à fournir mer, terre et air et qui sur certaines zones garantissent justement qu'il n'y ait pas d'intrusion, qui ne sont pas des zones chaudes. L'objectif de ces forces de réassurance, ce n'est pas d'être des garants d'opérations de maintien de paix, ce ne sont pas des forces qui tiendront la frontière, mais elles signent un soutien stratégique et préserveront dans la durée cela. Donc tout ça on l'a travaillé, on a le contenu. Je sais dire ce que...

Journaliste

Qu'est-ce que ça veut dire de la contribution américaine ?

Emmanuel MACRON

Mais ça je ne sais pas y répondre puisqu'on commence ce travail demain.

Journaliste

Qu'est-ce que vous en attendez ?

Emmanuel MACRON

Que les États-Unis fassent le plus possible parce que c'est ce qui nous permettra d'alléger le fardeau européen et que les États-Unis apportent aussi leur garantie parce que c'était ça le vrai point d'interrogation et pour beaucoup de collègues européens parce que cette discussion en fait, on l'a commencée en février 2024 à Paris lorsque j'ai dit qu'on devait justement re-crée de l'incertitude stratégique. Donc, on l'a bien commencé bien avant la coalition des volontaires et le point d'achoppement pour beaucoup de partenaires, c'était de savoir ce que feraient les Américains. Parce que c'était la nécessité de savoir si les Américains étaient engagés dans une telle opération. Ces derniers jours, les Américains ont marqué leur disponibilité et leur volonté de rentrer dans cette coalition, en tout cas de travailler avec la coalition des volontaires et de travailler sur les garanties de sécurité.

Journaliste

En limitant l'article 5 ?

Emmanuel MACRON

D'abord, je pense qu'il faut faire attention, l'article 5 il est propre à l'OTAN qui est une organisation. On sait que les États-Unis eux-mêmes ont dit qu'ils ne souhaitaient pas que les Ukrainiens rentrent dans l'OTAN. Ensuite, il n'y a pas d'automatisme, le même président américain l'a rappelé sur l'article 5. Je pense qu'il faut être très prudent et il faut être très prudent parce que c'est ce qu'on doit aux Ukrainiens et ce que nous nous devons à nous-mêmes. Vous savez tout le monde a oublié, mais l'Ukraine était une grande puissance nucléaire. La communauté internationale l'a convaincu de se dessaisir de ses armes nucléaires en 1994, dans un accord de Budapest où la Russie, je l'ai rappelé tout à l'heure au président Trump, la Russie s'est engagée par écrit à ne jamais agresser l'Ukraine. Donc ça, pour dire que les engagements de non-agression de la Russie ne valent rien. Elle l'a écrit, elle l'a signé, elle l'a ratifié en 2004, elle a fait le contraire 10 ans plus tard. Mais la deuxième chose, où les premiers signataires, Royaume-Uni, États-Unis d'Amérique, puis après, nous, nous l'avons agréé, même si nous n'étions pas dans les premiers signataires de cet accord, disait qu'en cas d'agression, on lancerait des mécanismes de sécurité, de solidarité, au Conseil de sécurité. Je crois que tout le monde a constaté en 2014 qu'il n'y avait pas tellement de réalité. Donc là, les Ukrainiens, ils ont besoin, pas de déclaration de principe, ils ont besoin de substance. Et nous, c'est ce que nous leur devons si nous voulons que ces garanties de sécurité soient une réalité. C'est pour ça que je ne ferai pas de juridisme. Je crois que c'est un sujet qui est très militaire. C'est un sujet qui nécessite du sérieux et de la robustesse. Et c'est ce qui a été préparé par nos chefs d'état-major.

En tout cas, c'est un engagement de travailler, c'est une volonté de participer à ces garanties de sécurité, ce n'était pas le cas avant, d'y travailler, on commence dès demain. Je vous dirai à la fin de la partie.

Journaliste

Un mot sur la session des territoires ukrainiens ? Que vous a dit Donald Trump sur ce point ?

Emmanuel MACRON

On n'a pas parlé de ce sujet du tout aujourd'hui. Et pour deux raisons : d'abord parce qu'on a dit, la priorité, c'est les garanties de sécurité. Ensuite, on a dit, c'est ce qui doit être discuté en bilatéral et en trilatéral.

Merci beaucoup. Merci, bon courage, on continue. C'est loin d'être fini comme vous l'avez compris.